

[fr](#)

[Press release](#) | 17.01.2013

"Made in"

Marquage d'origine des produits: la Commission préfère les intérêts des multinationales aux droits des consommateurs

Jeudi 17 janvier, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il dénonce la volonté de la Commission européenne de retirer, sans explication préalable convaincante, le projet de règlement sur le marquage d'origine ou "made in" pourtant adopté à une très large majorité par le parlement européen.

Dans certains pays de l'Union, les consommateurs connaissent bien ce "made in" qui leur permet de connaître l'origine des produits qu'ils achètent, d'obtenir certaines garanties sur les conditions sanitaires, sociales et environnementales de production et de choisir en connaissance de cause. La législation européenne n'étant pas harmonisée sur la question, la Commission européenne avait décidé de faire une proposition législative sur le "made in". Cette proposition avait été bien accueillie par le Parlement européen, qui s'était prononcé favorablement - à plus de 85% - en octobre 2010. Or, la Commission européenne a décidé, sans en informer le Parlement de retirer sa proposition au motif que celle-ci rentrerait en conflit avec le droit de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Pour **Yannick JADOT**, député européen et vice-président de la commission du commerce international :

"Le rôle du Parlement européen est clairement bafoué par la Commission et le Conseil. Plus gravement, au moment où les citoyens européens sont percutés par la mondialisation et souhaitent obtenir des repères et des informations sur les produits qu'ils achètent, la Commission semble clairement prendre le parti de certaines multinationales qui veulent rendre opaques les lieux et les conditions de fabrication. Jusqu'à considérer, selon les termes du Commissaire européen en charge du commerce, que l'information des consommateurs est une entrave au commerce.

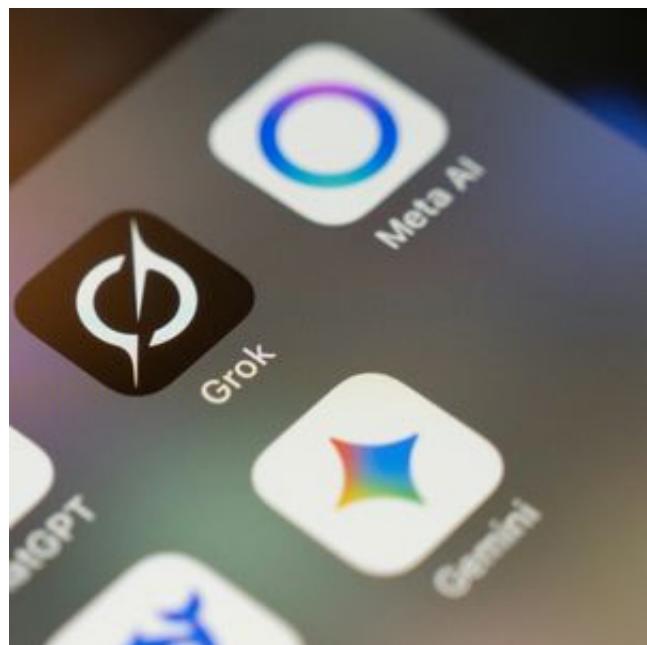
Et Yannick JADOT d'ajouter:

"Le marquage d'origine -ou "made in"- est un outil de transparence, d'information et de démocratie nécessaire pour les consommateurs européens et défendu par le Parlement européen. Il est un levier utile pour renforcer la sécurité sanitaire et la protection des droits sociaux et de l'environnement. Il permet enfin la valorisation des produits européens, en particulier ceux issus des petites et moyennes entreprises. La Commission et le Conseil doivent comprendre que la sortie de crise passe aussi par le renforcement des droits et la lutte contre le dumping social, environnemental et sanitaire. Ils doivent démontrer que l'Europe protège. Céder à la pression de certaines entreprises multinationales, c'est accepter la fuite en avant qui nous a conduit dans la crise qui nous touche si dramatiquement."

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

Press release

Photo by Julian on Unsplash



[Win for consumers with new bank liability, but fight a...](#)

27.11.2025

Press release

Slash and burn amazon ©Matt Zimmerman (CC BY 2.0)



EUDR delay: Quote from Greens/EFA MEP Marie Toussaint

23.09.2025

Press release

Stodtmeister (CC BY 3.0)



[Miteni trial: PFAS must be banned in the EU](#)

27.06.2025

Responsible MEPs



Yannick Jadot

Member

Please share

• [E-Mail](#)